

diaire consistant à investir 50 millions de francs, ce qui aurait pour conséquence un effet de levier beaucoup plus faible, pose véritablement la question de l'efficacité de la mesure. Voilà donc les raisons pour lesquelles nous sommes arrivés au montant d'environ 100 millions de francs – en réalité 96,8 millions de francs: il est nécessaire que le montant couvre au moins 10 pour cent des subventions et qu'une quinzaine de millions de francs soient mis de côté ou conservés pour les projets innovants. Vous avez peut-être l'impression qu'on pourrait tirer un peu ce montant vers le bas, que cela ne poserait pas de gros problèmes car on en ferait simplement un peu moins, mais le risque serait de perdre de l'influence, de rater l'objectif. Or, si nous devions rater l'objectif, alors autant ne pas investir d'argent du tout, car le résultat serait nul. Si, par contre, nous voulons vraiment que l'objectif soit atteint, le montant minimum, de l'avis du Conseil fédéral et selon l'argumentation que j'ai apportée, pour avoir un minimum d'effet de levier, eh bien c'est 100 millions de francs.

Il y a encore un dernier élément qu'il me paraît important de rappeler: rien n'est promis. Aucun projet n'a été déposé, puisqu'il s'agit d'un nouvel instrument. Là, encore une fois, ne faisons pas l'erreur de mélanger ce projet avec des éléments discutés par le passé. Le passé, cela a été le subventionnement à la création de places d'accueil pour les enfants dans les cantons. Ce programme court depuis 2003, il a été prolongé par le Parlement jusqu'en 2019 et prendra fin en 2019. Or nous avons ici affaire, certes en utilisant le même cadre légal, à un autre type de projet. Il ne s'agit plus de donner de l'argent pour créer des places d'accueil, mais, en très grande partie, de soutenir les cantons pour faire baisser les tarifs pour les familles; c'est autre chose! Dans ce cas-là, aussi bien en ce qui concerne les baisses de prix pour les familles que pour ce qui est des projets innovants – qui font également partie du projet –, l'outil n'existe pas et aucun projet n'a été introduit. Il n'existe pas, pour l'instant, de projet qui aurait été ne serait-ce que déposé, et encore moins de projet qui aurait été promis, ou quelque chose de ce genre. Il faut bien différencier les deux éléments.

J'aimerais vous appeler, si vous souhaitez que ce projet puisse se développer – une majorité de votre conseil le souhaite clairement –, à nous donner les moyens minimaux pour que l'efficacité de ce projet soit garantie. Le Conseil fédéral a beaucoup travaillé sur la question et n'est pas arrivé à la somme de 100 millions de francs par hasard.

Le but de la politique ne peut pas être d'élaborer une loi et ensuite d'étouffer son développement en octroyant des moyens insuffisants pour qu'elle puisse développer ses effets. A ce moment-là, si c'est ce que vous souhaitez, il fallait effectivement ne pas entrer en matière, comme le souhaitait une partie du conseil, ou alors rejeter le projet 1 lors du vote final, comme le souhaitait une partie du conseil. Tout rejeter aurait été plus sérieux que de prétendre vouloir faire quelque chose en étouffant son développement; cela ne me paraît pas être le bon chemin.

C'est la raison pour laquelle, avec cette argumentation, je vous invite à suivre, sur ce point, la majorité de votre commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 23 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 17 Stimmen
(3 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.055/1919)
Für Annahme der Ausgabe ... 24 Stimmen
Dagegen ... 16 Stimmen
(4 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble (namentlich – nominatif; 16.055/1920)

Für Annahme des Entwurfes ... 23 Stimmen

Dagegen ... 15 Stimmen

(5 Enthaltungen)

15.4114

Motion Bourgeois Jacques.

Sinnvolle Vorschriften

für eine Kennzeichnung

"ohne GVO/ohne Gentechnik hergestellt"

Motion Bourgeois Jacques.

Des règles pertinentes

pour l'étiquetage

"sans OGM/sans génie génétique"

Nationalrat/Conseil national 18.03.16

Ständerat/Conseil des Etats 14.03.17

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Es liegt ein schriftlicher Bericht der Kommission vor. Die Kommission beantragt mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen, die Motion anzunehmen. Der Bundesrat beantragt ebenfalls die Annahme der Motion.

Häberli-Koller Brigitte (C, TG), für die Kommission: Unsere Kommission hat am 21. Februar 2017 die vorliegende Motion Bourgeois vorberaten und beantragt Ihnen mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen, die Motion anzunehmen.

Die Motion will das geltende Recht so anpassen, dass ohne Gentechnik hergestellte Lebensmittel in der Schweiz auf ähnliche Weise gekennzeichnet und damit in Wert gesetzt werden können wie in unseren Nachbarländern. Besonders soll eine Lösung gefunden werden für Lebensmittel tierischer Herkunft, deren Produzentinnen und Produzenten auf transgene Tiere oder Futtermittel verzichten haben.

Heute erlaubt es der sehr strenge gesetzliche Rahmen in der Schweiz nicht, dass Schweizer Lebensmittel tierischer Herkunft aus GVO-freier Herstellung die Kennzeichnung "ohne GVO" tragen. Das ist ein Wettbewerbsnachteil für die Schweizer Landwirtschaft. Heute gibt es zu wenig Transparenz für die Konsumentinnen und Konsumenten. Die Schweizer Lebensmittel tierischer Herkunft, die ohne Gentechnik hergestellt wurden, dürfen nicht als solche gekennzeichnet werden, während umgekehrt bei ausländischen tierischen Produkten nicht deklariert werden muss, dass Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen verwendet wurden. Es ist also wichtig, dass GVO-freie Lebensmittel in der Schweiz als solche gekennzeichnet werden dürfen, auf ähnliche Weise, wie es in den Nachbarländern gemacht wird. Besonders muss eine Lösung gefunden werden für Lebensmittel tierischer Herkunft wie Fleisch, Milch, Milchprodukte und Eier, deren Produzenten sowohl bei den Tieren als auch bei den Futtermitteln auf Gentechnik verzichten haben.

Unsere Kommission anerkennt, dass die rechtliche Situation in der Schweiz bezüglich der Kennzeichnung "ohne GVO"

zu Ungleichheiten zwischen schweizerischen und ausländischen Produkten führen kann. Die Anforderungen für solche Bezeichnungen in den umliegenden Ländern sind oft niedriger. Auch muss bei importierten Lebensmitteln die Verwendung von Futtermitteln, die aus mit Gentechnik veränderten Pflanzen hergestellt wurden, nicht angegeben werden. Gleichzeitig haben Schweizer Produzenten, die GVO-freie Futtermittel einsetzen, oft keine Möglichkeit, dies auch so zu deklarieren. Die WBK-SR ist der Ansicht, dass die genannten Faktoren für die einheimische Landwirtschaft einen Wettbewerbsnachteil bedeuten und dass die Transparenz für die Konsumenten mangelhaft ist.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 9 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen wie auch der Bundesrat und der Nationalrat die Annahme der Motion.

Berset Alain, conseiller fédéral: D'abord j'aimerais remercier Madame Häberli-Koller qui a, au nom de la commission, fait le rapport. Je peux vous dire que les travaux qui sont actuellement en cours vont dans le sens de ce que souhaite l'auteur de la motion, c'est la raison pour laquelle je vous inviterai à soutenir la recommandation de votre commission, soit à adopter la motion.

Si l'on regarde la situation actuelle, la déclaration "produit sans recours au génie génétique" est déjà possible avec des conditions d'application qui sont très strictes. L'ordonnance sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées règle les conditions d'usage de cette déclaration – ce sont des conditions extrêmement strictes.

Si l'on regarde la situation dans les pays qui nous entourent, on constate qu'elle n'est pas harmonisée. On peut dire globalement que les conditions dans lesquelles la déclaration "sans OGM" est utilisée sont moins sévères que ce que nous connaissons en Suisse. Il y a, notamment dans l'Union européenne, la volonté de réglementer ce sujet. C'est un projet qui n'a pas encore abouti, les travaux se poursuivent et on attend des rapports à ce sujet; mais il n'y a pas, pour l'instant, de projet sur la table.

Pour autant que la motion soit adoptée, le Département fédéral de l'intérieur prévoit donc de proposer un projet d'assouplissement de l'ordonnance sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées dans un sens qui satisfasse tous les acteurs. La consultation publique qui sera effectuée à ce sujet permettra aussi de voir comment les consommateurs appréhendent ce sujet. J'aimerais insister sur le fait qu'un des éléments centraux de cette problématique, c'est que les consommatrices et les consommateurs doivent avoir accès à une information claire et compréhensible. Cela nous semble être un élément essentiel et c'est dans ce sens que nous travaillerions, de manière à ce qu'il n'y ait pas de tromperie à leur égard. C'est une de nos priorités.

Avec cette argumentation et avec ce qu'a dit Madame Häberli-Koller au nom de la commission, j'aimerais vous inviter à adopter cette motion.

Angenommen – Adopté

16.3623

Motion SGK-SR. Transparenz bei der Spitalfinanzierung durch die Kantone

Motion CSSS-CE. Transparence du financement hospitalier assuré par les cantons

Ständerat/Conseil des Etats 21.09.16

Nationalrat/Conseil national 08.12.16

Ständerat/Conseil des Etats 14.03.17

Antrag der Kommission

Zustimmung zur Änderung

Proposition de la commission

Approuver la modification

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht erhalten. Die Kommission beantragt einstimmig, die Motion in der vom Nationalrat beschlossenen Fassung anzunehmen. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Stöckli Hans (S, BE), für die Kommission: Ausgangspunkt war ja eine Standesinitiative Bern (15.312), welche im Grossen Rat mit 137 zu 9 Stimmen beschlossen worden war. Wir haben dann im Ständerat am 21. September 2016 entschieden, dass wir dieser Standesinitiative keine Folge geben, weil es nicht nötig ist, eine Gesetzesänderung im KVG vorzunehmen. Allerdings haben wir dann eine Kommissionsmotion angenommen, welche Transparenz im Bereich der Spitalfinanzierung verlangt. Diese Motion wurde hier im Rat mit 31 zu 2 Stimmen angenommen.

Der Nationalrat hat dieses Geschäft am 8. Dezember 2016 behandelt und grundsätzlich die Notwendigkeit einer Erhöhung der Transparenz bejaht. Er hat allerdings eine Präzisierung des Motionstextes angebracht, wonach auf die rückblickende Analyse der entsprechenden Zahlen der Jahre 2012 bis 2015 verzichtet wird, weil das mit grossem Aufwand verbunden wäre. Er hat aber gleichzeitig verlangt, dass man in der Evaluation, die dann folgen wird, Transparenz herstellt. Die SGK-SR beantragt Ihnen einstimmig, diese Motion mit dem vom Nationalrat abgeänderten Text anzunehmen, weil das Problem der fehlenden Transparenz nach wie vor nicht gelöst ist. Ausgangspunkt war ja die auf verschiedenste Gutachten gestützte Überlegung, dass die Kantone, obwohl das KVG eine Offenlegung verlangt, ihren eigenen Leistungserbringern Subventionen über die Steuerbelastung zukommen lassen. Das hat zur Folge, dass die Basisdaten nicht vergleichbar sind und dass Spitäler in Kantonen, in denen keine Subventionen geleistet werden, schlechtergestellt sind. Das bedeutet auch, dass die Kostenberechnungen nicht den tatsächlichen Kosten entsprechen und so Wettbewerbsverzerrungen entstehen. Das hat auch zur Folge, dass dann allenfalls Überkapazitäten und mittelfristig auch Mehrkosten entstehen. Dementsprechend ist es sicher richtig, dass in diesem Bereich der Spitalfinanzierung die gesetzlichen Bestimmungen angewandt werden, dass Klarheit und Transparenz geschaffen wird und dass die Leistungen so erbracht werden, wie sie der Gesetzgeber auch vorgesehen hat.

Kuprecht Alex (V, SZ): Mit der neuen Spitalfinanzierung wollte der Gesetzgeber den Qualitäts- und Preiswettbewerb unter den Spitälern schweizweit etablieren. Was die Grundversicherung betrifft, sollten öffentliche und private Spitäler